

verront dans cette confédération une organisation dont le but avoué est de balancer leur pouvoir en Amérique, ils n'attendent point que nos fortifications soient élevées ou que le chemin de fer intercolonial soit construit, mais ils nous assailliront de suite. D'un autre côté, nous portons le défi à la république américaine en créant ici une organisation politique contraire aux principes du gouvernement démocratique qui la régit, contraire à la fameuse doctrine MONROE qui, comme on le sait, s'oppose à l'établissement de gouvernements monarchiques sur ce continent. Le projet du gouvernement actuel est donc d'établir ici un système politique essentiellement hostile aux États-Unis, puisqu'il sera essentiellement monarchique et, au lieu d'être pour nous un moyen de défense, il ne peut qu'amener la guerre et ses conséquences désastreuses. Pour la sécurité et la prospérité de notre pays, le gouvernement, au lieu de saigner le peuple, comme il se propose de le faire pour bâtir ci et là des fortifications ruineuses et insuffisantes après tout, devrait appliquer les revenus du trésor à la création de nouvelles industries, à l'amélioration de nos voies de communication, et à la colonisation de nos terres incultes. Ces sources inépuisables de richesses, sagement administrées, doubleraient notre nombre, doubleraient nos revenus, doubleraient notre puissance, et nous donneraient ainsi des moyens de défense plus efficaces que ceux que nous donnera la confédération, en écorçant le peuple sous les impôts pour subvenir à une défense imparfaite de nos frontières. Et croit-on, pour un instant, que, lorsque nous aurons ainsi décrété d'urgence la fortification de nos frontières, l'armement de nos miliciens, et la création d'une flotte sur nos mers intérieures, les États-Unis en feront autant et qu'ils nous suivront dans cette ruineuse folie? Croit-on que les hommes d'État américains ne comprendront pas de suite que, puisque nous voulons nous ériger en ennemi sur leurs frontières et les forcer ainsi à des dépenses énormes pour nous tenir en échec, ce ne sera pas pour eux une question d'économie pure et simple de nous assaillir maintenant et prendre possession du pays avant que nous ne puissions les forcer à maintenir cet état de guerre ruineuse? Et comment ferions-nous pour résister à une armée d'invasion de 2 à 300,000 hommes, avec notre trésor épuisé par ces fortifications et à peine aidés par l'Angleterre, dont la politique est anti-

coloniale en ce moment? Je ne comprends pas comment, en face du danger qui nous menace et pour lequel nous sommes si peu préparés, le gouvernement peut ainsi jeter le défi à la puissante nation qui nous avoisine et dont les armées aujourd'hui en campagne défilent toute résistance à un envahissement immédiat. Je le dis avec certitude, M. le PRÉSIDENT, les États-Unis n'ont pas la moindre intention de nous assaillir, si nous restons paisibles spectateurs de leur lutte fratricide, et si nous continuons à pratiquer les arts de la paix. Mais si, au contraire, nous créons ici une puissance militaire hostile, si nous élevons ici un trône à un vice-roi, ou à quelque monarque étranger, comme un défi aux principes qui forment la base sur laquelle s'appuie le système politique des États-Unis, alors nous pourrions être persuadés que la république voisine balaitra cette organisation monarchique. (Écoutez! écoutez!) Voilà, M. le PRÉSIDENT, la question sous son aspect le plus sérieux. Je n'entrerai pas dans la discussion des détails du projet de confédération, qui ont été si habilement critiqués par les hon. membres qui m'ont précédé; d'ailleurs, j'aurai occasion de les discuter lorsque les amendements au projet seront soumis à cette chambre. Mais je puis dire de suite que ces détails ne sauraient être acceptés par le peuple. Déjà nous avons reçu de nombreuses pétitions demandant le rejet de la mesure, et ces pétitions continuent de nous arriver tous les jours. Eh bien! je vous le demande, M. le PRÉSIDENT, quels seront les sentiments du peuple si ce projet est adopté et si dans deux mois il nous revient d'Angleterre, après avoir été sanctionné par le parlement impérial, sans que nous ayons pu en changer le plus petit détail? Croit-on qu'après avoir ainsi imposé au Canada-Français une constitution qu'il aura repoussée de toute son énergie, il sera bien enthousiaste pour la défense de cette constitution, qui lui aura enlevé une partie des droits politiques dont il jouissait? Et il n'y a pas à le nier: en acceptant la confédération proposée, nous cédon's quelque chose des privilèges dont nous jouissons aujourd'hui. Les ministres eux-mêmes ne nous ont-ils pas dit que, sous la pression des demandes du Haut-Canada, il leur avait fallu faire des concessions à la conférence de Québec pour assurer l'adoption du projet actuel? Et ces concessions quelles sont-elles? La majorité hostile du Haut-Canada a obtenu la représentation basée sur la population, contre laquelle le